

## 2 | SORTIR DE LA VULNÉRABILITÉ PAR LA DÉFINITION DES BESOINS ESSENTIELS

---

**Analyse** [ **LOUISE KNOPS** | Doctorante en Sciences politique à la VUB et membre du Conseil d'administration d'Etopia ]



Dans cette contribution, je tente de tirer quelques enseignements des événements que nous traversons actuellement. Il s'agit de quelques notes compilées durant le confinement et dont l'organisation reflète la désorganisation du moment. Je signale également que certains éléments de réflexion que je présente ci-dessous sont inspirées des travaux du philosophe et sociologue Bruno Latour qui nous encourage, notamment, à penser les gestes barrière pour contrer le retour du « monde d'avant »<sup>1</sup>.

### **Quelques balises pour introduire les idées présentées dans cette note:**

- La crise actuelle est un miroir grossissant et un révélateur d'inégalités ; certaines que l'on connaissait déjà (par ex. inégalités socio-économiques, inégalités de genre) mais aussi des nouvelles (inégalités générationnelles, inégalités intra-personnelles de type psychologique, etc)
- Malgré ces inégalités, les fractures et les clivages, la société belge existe et elle est capable de se mobiliser (quoi qu'en dise la NVA).

---

<sup>1</sup> Où atterrir après la pandémie? Un article, un questionnaire, et maintenant une plateforme <http://www.bruno-latour.fr/fr/node/851.html>

- Cette société est à la fois fragile et dotée d'une résilience phénoménale (elle est capable, en quelques semaines de se transformer)
- Les individus ont le sens du bien commun et acceptent la légitimité de mesures politiques fortes (qui font plutôt partie de l'imaginaire de régimes autoritaires) lorsque ces dernières sont liées à un objectif d'intérêt collectif clair, et justifiées par une expertise scientifique reconnue
- La société belge (et mondiale) se réveille douloureusement de l'illusion du capitalisme financier : les infirmières valent plus que les banquiers.
- Nous ne sommes pas en « guerre » contre un virus. On redécouvre (en Occident surtout) la réalité de notre vulnérabilité humaine. On (re-) découvre que l'humain ne domine pas les non-humains. Il les exploite le plus souvent à des fins économiques, et doit refaire aujourd'hui l'apprentissage de la co-existence avec tous les êtres qui l'entourent
- Dans ce contexte, les questions politiques sont en train d'opérer un virage existentiel : les questions de vie ou de mort (qui ont toujours été des questions politiques importantes pour les populations les plus défavorisées) se posent aujourd'hui explicitement et à tous les échelons de la société. Le corps humain, ses limites, ses besoins essentiels, sa fragilité, ses affects, réorganisent entièrement l'agenda politique

La crise Covid-19 nous amène, contre notre gré (cette fois), à repenser la manière dont on co-existe avec d'autres êtres sur nos territoires. Covid-19 nous aura appris au moins ça : gérer un nouvel arrivant, un nouvel être avec lequel nos corps n'avaient pas encore appris à composer. La puissance de cette expérience est énorme : on a changé tous nos comportements. On ne se déplace quasi plus, on s'approvisionne moins souvent, on pense chaque trajet, chaque sortie en ce qu'elle peut apporter en termes de subsistance, on ne se touche pas, on apprend que notre survie dépend du comportement des autres, on est obligés de se limiter aux « besoins essentiels » (pour ceux qui vivent dans le confort matériel, c'est une expérience nouvelle). Mais quels sont-ils justement, ces besoins essentiels ? Sommes-nous capables de les décrire et de les identifier ? Sommes-nous capables de déterminer les moyens d'y répondre, de la manière la plus

intelligente possible (= celle qui ne détruit pas nos possibilités d'y répondre à l'avenir) ? Mais surtout : à le faire sans « enfermement », c'est-à-dire en opposition explicite aux questions territoriales du Vlaams Belang qui ne souhaite, in fine, la survie que de certains humains (comme le disait très bien leur slogan « *Eerst onze Mensen* »). Nous devons aujourd'hui tirer les enseignements de la crise actuelle pour préparer la société à une autre ré-organisation de nos modes d'existence, inévitable elle aussi : celle liée à la mutation écologique en cours.

## **1. Oubliez la « relance »: parlons de « transition » ou de « redéploiement »**

Et je dirais même plus, pour trancher avec le vocabulaire de « relance », parlons de « reterritorialisation » de nos activités économiques, « d'ancrage », et « d'engendrement ». Ces termes nous forcent à penser en termes d'encastrement, de chaînes de dépendances, de sols, plutôt qu'en termes d'approvisionnement, de « matières premières » et de « produits finis ». Ces termes ne doivent pas forcément devenir des slogans pour le grand public, mais plutôt des ressources intellectuelles pour concevoir la réalité économique différemment ; voir des nouvelles relations, des échelles d'action et des interactions que notre équipement intellectuel actuel ne nous permet pas toujours de déceler facilement.

Le Covid-19 nous invite à repenser en termes de « besoins essentiels ». Partons alors de là pour « redéployer » l'économie au lendemain de la crise. Une des questions devient alors (par exemple) : comment ré-organise-t-on la réponse à ces besoins ? Quels sont les acteurs, les réseaux qui doivent être mobilisés pour répondre à ces besoins ? Peut-on penser des réseaux d'acteurs et d'interactions qui soient plus « proches » de nous (pour être plus autonomes et résilients lors de la prochaine pandémie) ? Quels sont alors les secteurs à soutenir en premier lieu lors du « redéploiement » post-Covid-19 » ? On peut penser à l'alimentation évidemment, mais aussi à d'autres secteurs « essentiels » tels que la santé, l'éducation, la recherche et l'innovation ; et tous les autres que la description des besoins aura défini comme « essentiels » (le logement, le transport, la culture par exemple).

De manière plus transversale, il y aura aussi certainement dans ce redéploiement une question sur la gestion du « temps ». Au niveau macro : le temps des réponses (urgentes vs long-terme), au niveau micro : une réflexion sur le « temps » de travail nécessaire à chacun(e) pour la réponse aux besoins essentiels. C'est une question qui ouvre une réflexion plus large sur la répartition du temps de travail, l'introduction éventuelle d'une allocation universelle, et ce que ces mesures créent comme opportunités en termes de participation plus active des citoyens dans la vie politique.

Enfin, ce redéploiement doit se penser à l'échelle européenne (comme le suggère la note), avec la solidarité comme principe fondateur, pour éviter de tomber dans un enfermement protectionniste et éviter le piège du « coronationalisme ».

## **2. Green New Deal: ne pas répéter l'erreur de l'après 2008**

Pour les écologistes, le « Green New Deal » n'a rien de nouveau, cela fait plus de 10 ans qu'on en parle. C'était déjà « notre » plan de « relance » après la crise financière de 2008. Mais ce Green New Deal que l'on avait imaginé n'a pas eu lieu. Pas de plans d'investissements massifs dans la transition écologique. Plutôt le contraire : le secteur financier sort de la crise quasi indemne, alors que tout le reste de l'économie est asphyxié sous des mesures d'austérité. Des mesures dont on paie aujourd'hui les conséquences, surtout en matière de soins de santé. L'exemple du Portugal est ici éclairant : moins de mesures d'austérité et un gouvernement de gauche depuis 2015 = un secteur de santé en meilleure forme et des victimes Covid-19 moins nombreuses que son voisin espagnol.

Conclusion : il faut absolument mettre ces deux crises (2008 et 2020) en parallèle lors de discussions sur les mesures de soutien et les investissements pour l'après Covid-19. L'austérité ne peut en aucun cas revenir comme solution. Il faut ici rappeler les leçons de l'après crise financière et miser sur la prise de conscience collective de l'importance des secteurs publics (dont la santé) au sein de la population. Au niveau européen, il faut éviter que le « Green New Deal » ne se voit vidé de toute substance pour relancer « le

business as usual » après Covid-19. Comme nous le rappelle Bruno Latour, les « autres » vont bien évidemment aussi profiter de cette crise pour tenter d'évincer l'agenda écologique des agendas politiques :

*« Les globalisateurs, ceux qui depuis le mitan du 20ème siècle ont inventé l'idée de s'échapper des contraintes planétaires, eux aussi, y voient une chance formidable de rompre encore plus radicalement avec ce qui reste d'obstacles à leur fuite hors du monde. L'occasion est trop belle, pour eux, de se défaire du reste de l'État providence, du filet de sécurité des plus pauvres, de ce qui demeure encore des réglementations contre la pollution, et, plus cyniquement, de se débarrasser de tous ces gens surnuméraires qui encombrant la planète. (Latour, 2020). »*

Au-delà du Green New Deal, et de ce qu'il représente en termes d'investissements, il y a aussi, au niveau européen, un réel projet de solidarité qui doit émerger. La crise Covid-19 doit redonner au projet européen toute sa raison d'être. Dans un contexte de pandémie, la pertinence de l'échelon européen paraît évidente : c'est là où des mesures auraient pu être prises plus tôt, de manière plus cohérente ; où l'approvisionnement en équipement et protections aurait pu être organisé, facilité, redirigé à temps vers les pays qui en avaient le plus besoin. En bonus : cela aurait pu être un bel entraînement de mobilisation collective pour les crises à venir, sanitaires mais aussi écologiques.

### **3. Un éclairage sur les liens entre la crise sanitaire du coronavirus, le dérèglement climatique et la crise de la biodiversité**

Dans une note publiée récemment, Bruno Latour disait ceci, sur cette articulation précisément : « *La crise sanitaire est enchâssée dans ce qui n'est pas une crise — toujours passagère — mais une mutation écologique durable et irréversible. Si nous avons de bonne chance de « sortir » de la première, nous n'en avons aucune de « sortir » de la seconde. Les deux situations ne sont pas à la même échelle, mais il est très éclairant de les articuler l'une sur l'autre. En tous cas, ce*

*serait dommage de ne pas se servir de la crise sanitaire pour découvrir d'autres moyens d'entrer dans la mutation écologique autrement qu'à l'aveugle.* » (Latour, 2020)

Même si les deux crises ne se déploient pas à la même échelle, elles mettent toutes les deux en valeur la même réalité : notre incapacité collective (ici, surtout occidentale) à co-exister harmonieusement avec des êtres non-humains, et de là, le constat de notre immense vulnérabilité. De manière plus concrète, je vois plusieurs types de relation entre Covid-19 et changement climatique à éclaircir (je les présente sous la forme de questions, sachant que vous avez certainement déjà des réponses à certaines d'entre elles) :

- La crise Covid-19 est-elle directement liée au changement climatique ? Comment ? Des études récentes pointent déjà dans cette direction ; par exemple en termes de pertes de certains écosystèmes et d'habitats et des cohabitations qui en résultent (entre différentes espèces animales, mais aussi entre humains et non-humains)<sup>2</sup>. Autre angle de recherche : la pollution atmosphérique comme facilitateur de la propagation et comme facteur aggravant de la maladie (risque accru de développer des complications respiratoires).
- Le changement climatique risque-t-il donc de nous faire vivre des épisodes de pandémie à répétition dans les années à venir ?
- La crise Covid-19 et la crise climatique ont-elles une cause commune ? Un modèle de cohabitation basé sur une relation de domination entre humains et nonhumains
- La crise Covid-19 et la crise climatique révèlent toutes les deux une réalité nouvelle : la fragilité d'un modèle que l'on pensait infaillible, ou que des décennies de développement « moderne » ont tenté de projeter comme infaillible (libéralisation et délocalisation comme clés d'un succès économique éphémère ; mis à mal en quelques semaines par un virus).
- Est-ce que répondre à la crise Covid-19 et répondre au changement climatique implique le même niveau d'engagement et de « renoncement » individuel (j'utilise ici le mot renoncement

volontairement comme une provocation)? C'est une question importante à éclaircir d'emblée, pour éviter que les écologistes ne deviennent (aux yeux de la population) les porteurs d'un projet de « confinement climatique ».

- La question des inégalités : les plus vulnérables, les premières victimes de Covid-19 (en termes sanitaires, mais aussi en termes socio-économiques) sont-elles les mêmes que les premières victimes du changement climatique ?
- La question des responsabilités politiques : y-a-t-il moyen d'identifier précisément le lien entre responsabilités politiques dans l'aggravation du changement climatique et celles qui expliquent l'émergence de la pandémie actuelle ?

#### **4. La redéfinition de nos rôles individuels et l'émergence de nouvelles lignes de conflit ?**

En filigrane de cette crise, il y a autre chose de fondamental à l'œuvre : un rééquilibrage (éphémère peut-être) entre nos libertés individuelles et nos responsabilités collectives. Pour beaucoup d'entre nous, c'est la première fois que nous renonçons de manière aussi explicite et radicale à nos libertés individuelles au profit du bien commun. C'est, à nouveau, un enseignement, une nouvelle ressource dont on peut se servir pour imaginer une société résiliente ; une société qui se plie, qui se transforme, qui est capable d'accuser des chocs. Mais aussi : après des décennies de coupes sans scrupules dans certains secteurs publics (en particulier la santé), l'opinion publique est sensibilisée, au plus proche, à l'importance vitale de ces secteurs, mis à mal par des années d'austérité. Assistera-t-on dans les mois à venir à un retour de l'Etat-providence ?

Il est possible de re-faire ici le parallèle avec la crise climatique. Les deux crises révèlent un besoin immense de solidarité entre générations, et d'une relation à la temporalité sur plusieurs échelles contradictoires : gérer l'urgence et se projeter, en même temps, sur le long-terme. Cette solidarité intergénérationnelle est déjà bien-entendu à l'œuvre à travers les pensions

mais ici on est dans un autre registre : on parle de « survie » qui dépend d'un autre type de solidarité que celui organisé par le clivage gauche-droite classique (je pense). C'est cette nouvelle demande de solidarité intergénérationnelle qui sous-tend à la fois le « OK Boomer » des jeunes pour le climat, et le « Stay at home » de la crise actuelle.

Enfin, en termes de psychologie collective, l'épisode que nous traversons est traumatisant. Pour de nombreuses personnes, il aura été associé à la peur, la mort et à l'expérience de la quarantaine forcée. Certains l'auront vécu avec ressentiment et sentiment d'injustice. L'injustice de ne plus pouvoir aller travailler, l'injustice de devoir à aller travailler, l'injustice du confinement dans un 20m<sup>2</sup>, dans la solitude, dans la précarité, etc. Quiconque souhaiterait tirer des leçons de l'expérience actuelle devra le faire avec justesse et sensibilité.